



ERRATUM

**Commission paritaire pour la marine
marchande**

**CCT n° 145018/CO/316
du 24/01/2018**

Correction du texte français :

- Le titre doit être corrigé comme suit :
« Convention collective de travail du 24 janvier 2018 pour les officiers, autres que les officiers d'état-major, inscrits pour la première fois en tant qu'officier à la liste du Pool, comme visé à l'article 1er bis, 1° de l'arrêté-loi du 7 février 1945 et, ce, après le 23 janvier 2018 et occupés par une entreprise belge ».

Correction du texte néerlandais :

- L'article 2, b) doit être corrigé comme suit :
« De lumpsum zee vermeld in kolom van de hierbij gevoegde **loonschalen loonschalen**. ... ».
- L'article 20, cinquième tiret doit être corrigé comme suit : « recreatiefaciliteiten conform de relevante ~~HO-conventies~~ **IAO-conventies**. ».

Décision du

ERRATUM

Paritair Comité voor de koopvaardij

**CAO nr. 145018/CO/316
van 24/01/2018**

Verbetering van de Franstalige tekst :

- De titel moet als volgt verbeterd worden :
« Convention collective de travail du 24 janvier 2018 pour les officiers, autres que les officiers d'état-major, inscrits pour la première fois en tant qu'officier à la liste du Pool, comme visé à l'article 1er bis, 1° de l'arrêté-loi du 7 février 1945 et, ce, après le 23 janvier 2018 et occupés par une entreprise belge ».

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- Artikel 2, b) moet als volgt verbeterd worden : « De lumpsum zee vermeld in kolom van de hierbij gevoegde **loonschalen loonschalen**. ... ».
- Artikel 20, het vijfde streepje moet als volgt verbeterd worden : « recreatiefaciliteiten conform de relevante ~~HO-conventies~~ **IAO-conventies**. ».

Beslissing van

31-08-2018

Commission paritaire pour la marine marchande

Convention collective de travail du 24 janvier 2018 pour les officiers, autres que les officiers d'état-major, inscrits pour la première fois en tant qu'officier à la liste du Pool, comme visé à l'article 1^{er} bis de l'arrêté-loi du 7 février 1945 et, ce, après le 23 janvier 2018 et occupés par une entreprise belge

La présente convention collective de travail s'applique:

- a. aux employeurs des entreprises dont l'activité ressortit à la compétence de la Commission paritaire pour la marine marchande;
- b. à tous les officiers, autres que les officiers d'état-major, à savoir les officiers détenteurs d'un certificat STCW valide inscrits sur la liste du Pool, tel que visé à l'article 1er bis, 1° de l'arrêté-loi du 7 février 1945, à partir du 24 janvier 2018, à savoir le 2^{ème} officier, le 3^{ème} mécanicien, l'électricien, le 3^{ème} officier, le 4^{ème} mécanicien, l'aspirant officier, l'aspirant mécanicien, l'aspirant officier sans STCW, l'aspirant mécanicien sans STCW.

Sont exclus de la présente convention collective de travail:

- Les officiers déjà inscrits sur la liste du Pool avant le 24 janvier 2018 en tant qu'officier ou officier d'état-major.
- Les employeurs et les marins des entreprises qui exploitent des navires de mer qui opèrent principalement sur courte distance (shortsea) et qui, pour ces navires, ont adhéré à la convention collective de travail du 14 décembre 2005 concernant les marins inscrits au Pool belge des marins et occupés sur des navires courte distance qui naviguent sous pavillon belge;
- les employeurs et les marins des entreprises qui exploitent des remorqueurs, dont l'activité de remorquage exercée consiste en du "transport maritime";
- les employeurs et les marins des entreprises qui exploitent des navires de mer commerciaux qui transportent exclusivement des passagers, avec un maximum de 12 passagers;
- les employeurs et les marins des entreprises qui exploitent des navires de mer dont les activités consistent en des travaux de dragage.

A. DÉFINITIONS

Article 1^{er}

Pour l'application de la présente convention collective de travail, il y a lieu d'entendre par :

"officier d'état-major", tous les navigants inscrit à la liste du Pool en tant que capitaine, premier officier, mécanicien principal et deuxième mécanicien.

"officier", tous les navigants tels qu'énumérés à la rubrique b. du champ d'application de la présente convention collective de travail.

"gages standards" : la rémunération mensuelle, sans aucune augmentation, telle qu'elle figure dans les barèmes ci-joints (colonne 1 de l'annexe I).

"mois" : un mois civil. Pour le calcul des gages, chaque mois complet compte 30 jours et les fractions de mois sont calculées à raison du nombre de jours civils.

"rémunération mensuelle brute" : tous gages et indemnités payés en application de la présente convention collective de travail.

"rémunération horaire normale" : 1/169^{ème} des gages standards applicables.

"long cours" : la navigation sur tous les navires de mer, sauf sur ceux qui sont utilisés pour le cabotage.

B. CONDITIONS DE RÉMUNÉRATION

Article 2

Par mois effectivement presté, les officiers subalternes ont droit:

- a) aux gages standards visés à la colonne 1 des barèmes salariaux ci-joints (annexe I);
- b) au lumpsum mer visé à la colonne des barèmes salariaux ci-joints.

Le lumpsum mer comprend:

- i. les jours de semaine (du lundi au vendredi inclus): toutes les heures effectivement prestées qui dépassent la limite journalière de 8 heures effectivement prestées
 - ii. les samedis : toutes les heures effectivement prestées
 - iii. Quarts de sécurité aux salles de machines sans présence permanente (UMS): si pour les salles de machines sans présence permanente, un mécanicien est désigné pour descendre en cas d'alerte et de contrôle obligatoire, l'indemnité y associée est reprise dans le lumpsum mer. Le mécanicien mentionné ci-dessus doit être qualifié.
- c) les vacances, à savoir 98% des gages standards. Ceci comprend les congés payés légaux, les heures prestées les dimanches et jours fériés, les congés supplémentaires et les congés conventionnels.

Après 1 année civile de service effectif au même rang, le 2^{ème} officier, le 3^{ème} mécanicien et le 1^{er} électricien ont droit à un bonus d'ancienneté de 250€ bruts par mois de navigation effective.

Après 2 années civiles de service effectif au même rang, le 2^{ème} officier, le 3^{ème} mécanicien et le 1^{er} électricien ont droit à un bonus d'ancienneté de 127€ bruts, soit au total 377€ bruts par mois de navigation effective.

Après 1 année civile de service effectif au même rang, le 3^{ème} officier, le 4^{ème} mécanicien, l'aspirant officier et l'aspirant mécanicien ont droit à un bonus d'ancienneté de 226€ bruts par mois de navigation effective.

Après 2 années civiles de service effectif au même rang, le 3^{ème} officier, le 4^{ème} mécanicien, l'aspirant officier et l'aspirant mécanicien ont droit à un bonus d'ancienneté de 113€ bruts, soit au total 339€ bruts par mois de navigation effective.

Force majeure:

Ne donnent pas lieu au paiement d'une indemnité quelconque, les travaux:

- en rapport avec la sécurité du navire, de la cargaison ou des personnes embarquées;
- en vue de porter secours à d'autres navires ou à d'autres personnes en détresse;
- en relation avec les exercices d'incendie ou d'embarcations et exercices similaires du genre de ceux prescrits par des conventions internationales;
- en relation avec les formalités douanières, la quarantaine ou d'autres formalités sanitaires;
- en rapport avec la détermination de la position du navire et les observations météorologiques;
- en rapport avec la relève des quarts;
- en rapport avec la protection de l'environnement, et les exercices nécessaires à ce but.

C. DUREE DE VOYAGE

Durée de voyage

Article 3

1. L'officier travaille en un système de 4 mois d'activité et 2 mois d'inactivité (ou au pro rata). En accord avec l'armateur, l'officier peut passer à un système d'equal terms, impliquant des périodes égales de navigation et de congé.
2. Après 4 mois ininterrompus à bord, l'employeur ou l'officier peut mettre fin à la durée contractuelle du voyage dans n'importe quel port disposant de facilités raisonnables de transport. Dans les deux cas, l'officier a droit au rapatriement à charge de l'employeur, y compris le transport de ses bagages personnels avec un maximum de 40 kg. Au cas où l'employeur ou l'officier subalterne désire mettre fin à la durée contractuelle du voyage, en application des stipulations précitées, il doit en informer l'autre partie 2 semaines au moins avant l'arrivée dans le premier port où le navire fera escale.
3. Lorsque la période de 4 mois expire dans un port non-européen et que le navire est attendu dans un port européen dans le mois, l'employeur peut prolonger la durée contractuelle du voyage jusqu'à l'arrivée dans ce port européen.
4. Si, avant l'expiration de la période de 4 mois, le navire fait escale dans un port européen et repart vers un port non-européen, il peut être mis fin à la durée contractuelle du voyage après 3 mois moyennant le respect des dispositions du paragraphe 2 en ce qui concerne le préavis, les frais de rapatriement et le transport des bagages.
5. Si la période de 4 mois ininterrompus à bord est prolongée à la demande de l'employeur, les gages standards sont augmentés de 10% à partir du 5^{ème} mois..

Séjour à terre à l'étranger

Article 4

Lorsqu'un officier, en service à l'étranger sur ordre de l'employeur, doit temporairement séjourner à terre, les frais en seront supportés par l'employeur.

D. CONDITIONS DE TRAVAIL

Systeme de quarts

Article 5

En mer, on applique le système des trois quarts. Une exception est faite uniquement pour certains navires de petit tonnage, auxquels s'applique le régime spécial prévu à l'article 24.

durée du travail

Article 6

En application de la règle 2.3, norme A2.3 de la Convention du travail maritime de 2006, adoptée par la Conférence internationale du Travail du 23 février 2006 et ratifiée par la Belgique le 10 août 2013, il est établi que le nombre minimum d'heures de repos ne peut être inférieur à 10 heures par période de 24 heures et 77 heures par période de 7 jours.

Les heures de repos ne peuvent être scindées en plus de deux périodes, dont l'une d'une durée d'au moins six heures, et l'intervalle entre deux périodes consécutives de repos ne dépasse pas quatorze heures.

L'employeur doit également donner suite à l'article 32 de l'arrêté royal du 30 septembre 2014 modifiant divers arrêtés royaux portant exécution de la Convention du travail maritime 2006 et portant mise en oeuvre de l'accord conclu le 19 mai 2008 par les Associations des armateurs de la Communauté européenne (ECSA) et la Fédération européenne des travailleurs des transports (ETF) concernant la Convention du travail maritime 2006.

Durée de travail jours ouvrables - officiers de quart

- a. En mer et au port lorsque les quarts ne sont pas suspendus :
 - du lundi au vendredi y compris : 8 heures par jour selon le système de quarts;
 - le samedi : 8 heures selon le système de quarts.
- b. Les jours d'arrivée et de départ :
 - du lundi au vendredi y compris : 8 heures par jour;
 - Le samedi : 8 heures.

Dans les ports où existe un autre règlement de travail que le régime de quarts décrit ci-dessus, ces heures de quart peuvent être modifiées sans que la durée précitée puisse être dépassée dans une période de 12 heures.

Durée de travail jours ouvrables - officiers de jour

Par "officiers de jour", on comprend : les officiers dont le service en mer ne se fait pas par quarts ou qui travaillent pendant la journée et sont libres la nuit.

- a. En mer et au port lorsque les quarts ne sont pas suspendus :

- du lundi au vendredi y compris : 8 heures par jour à effectuer entre 6 heures et 18 heures;;
 - - le samedi: 8 heures à effectuer entre 6 heures et 18 heures.
- b. Les jours d'arrivée et de départ : sans tenir compte des limites de temps mentionnées sous a.
- du lundi au vendredi y compris : 8 heures par jour;
 - le samedi : 8 heures.

Dans les ports où existe un autre règlement de travail que le régime de quarts décrit ci-dessus, ces heures de quart peuvent être modifiées sans que la durée précitée puisse être dépassée dans une période de 12 heures.

Travail de dimanches et jours fériés

Article 7

Le travail les dimanches et jours fériés ne peut être exigé qu'en fonction des restrictions et limites de temps suivantes.

1. Officiers de quart

En mer et au port lorsque les quarts ne sont pas suspendus, les dimanches le travail est effectué en tenant compte du système de quarts.

Pendant les jours fériés légaux belges, seules les prestations nécessaires pour la conduite du navire, le service des navigants, la protection de l'environnement, la sécurité et la santé peuvent être l'objet de charge.

Les activités urgentes, nécessaires à l'exploitation normale du navire peuvent également être exigées, à l'appréciation du capitaine.

L'indemnité pour travail les dimanches et jours fériés est reprise dans l'indemnité pour congé à l'article 2, c).

2. Officiers de jour

En mer et au port lorsque les quarts ne sont pas suspendus :

les dimanches, des prestations de travail peuvent être exigées entre 6 et 18 heures.

Pendant les jours fériés légaux belges, seules les prestations nécessaires pour la conduite du navire, le service des navigants, la protection de l'environnement, la sécurité et la santé peuvent être l'objet de charge.

Les activités urgentes, nécessaires à l'exploitation normale du navire peuvent également être exigées, à l'appréciation du capitaine.

L'indemnité pour travail les dimanches et jours fériés est reprise dans l'indemnité pour congé à l'article 2, c).

Personnel

Article 8

Pour le long cours :

les effectifs à bord seront suffisants pour organiser les quarts de telle façon que ni le capitaine, ni le chef-mécanicien ne soient astreints à assurer régulièrement le quart.

E. VACANCES

vacances annuelles;

Article 9

Si l'officier travaille en un système de 4 mois d'activité et 2 mois d'inactivité ou au pro rata, il a droit à 15 jours civils de congé par mois à bord. Ce nombre comprend les vacances annuelles, les jours de compensation, les vacances supplémentaires, les vacances conventionnelles et les jours fériés.

S'il est opté, de commun accord, pour le système de "l'equal terms" (périodes équivalentes de navigation et de congé), les gages mentionnés en annexe I restent d'application.

Application des vacances

Article 10

Les vacances et jours libres n'interrompent pas le contrat de travail.

Congé d'études

Article 11

Aux officiers qui remplissent les conditions requises pour participer à un examen dans le but d'obtenir ou renouveler un brevet, il sera accordé, à leur demande, le plus tôt possible, un congé d'études sans solde, pour autant que les exigences du service le permettent.

La demande de congé devra être introduite auprès de l'employeur au moins 2 mois avant la date de celui-ci.

La demande, ainsi que l'autorisation devront être effectuées par écrit. L'acceptation de la demande ne pourra être ajournée plus d'un an.

En cas d'interruption du service, par suite d'études, en accord avec l'employeur, les temps de service précédant et suivant immédiatement la durée du congé d'études sont censés se joindre.

F. REPATRIEMENT

Article 12

Sauf consentement mutuel pour résilier la durée contractuelle du voyage, les officiers ont le droit d'être rapatriés à charge de l'employeur. Pour ce faire, ils doivent suivre l'itinéraire et le mode de rapatriement assignés par l'employeur ou son représentant.

En cas de rapatriement, les frais à charge de l'employeur comprennent :

- les frais de transport jusqu'à l'arrivée au lieu de recrutement;
- le gîte et le couvert de l'officier dès le moment où il quitte le navire jusqu'à son arrivée à la destination de rapatriement;
- le transport de ses bagages personnels, avec un maximum de 40 kg;
- le traitement médical, si nécessaire, jusqu'à ce que l'état de santé de l'officier lui permette de voyager jusqu'à sa destination de rapatriement.

L'officier a droit à ses gages jusqu'à son arrivée à l'endroit de recrutement à condition d'avoir entrepris le voyage de retour par le chemin et dans le délai fixé par l'employeur.

Cependant, si l'officier est débarqué pour des raisons disciplinaires, il perd le droit à sa rémunération pour les jours de voyage.

Quand l'officier a droit à ses gages, il a également droit au pécule de vacances afférent aux jours de vacances prévus à l'article 9.

G. FIN DU CONTRAT DE SERVICE

Article 13

Après une période de 12 mois de service auprès du même employeur, l'officier a le droit au délai de préavis suivant nonobstant l'existence de contrats successifs à durée déterminée.

- a. Le préavis du contrat de service par l'employeur s'effectue moyennant le respect des délais suivants :

Tous les officiers subalternes:

Après 1 an: 2 semaines

Après 3 ans: 6 semaines

Après 5 ans: 3 mois

Après 10 ans: 6 mois

L'employeur se réserve le droit de garder l'officier en service effectif pendant 75 p.c. du délai de préavis. Les vacances et jours libres constitués par l'officier avant le début de sa période de préavis ne peuvent être utilisés comme délai de préavis par l'employeur.

- b. Le préavis du contrat de service par l'officier s'effectue moyennant le respect des délais suivants :

Tous les officiers subalternes:

Après 1 an: 1 semaine

Après 3 ans: 3 semaines

Après 5 ans: 6 semaines

Après 10 ans: 3 mois

L'officier peut faire usage de ses vacances et jours libres comme délai de préavis. Si par l'application de son préavis l'officier totalise un nombre de jours de congé ou libres insuffisant, l'employeur a le droit d'exiger que pour les jours restants du délai de préavis, l'officier accomplisse sa charge. Dans ce cas les frais de rapatriement sont à la charge de l'employeur.

Article 14

En cas de résiliation du contrat de service, comme visé à l'article 13, a., l'employeur est tenu au paiement de la rémunération, y compris le pécule de vacances, prévue aux barèmes ci-joints pour la partie du préavis où des prestations effectives ont été accomplies. Pour la période du préavis pendant laquelle l'officier n'est pas tenu d'effectuer de prestations, l'employeur est tenu au paiement des gages de stand-by, majorés du pécule de vacances de 17,42%.

Article 15

En cas de licenciement d'un officier pour motif disciplinaire, l'employeur n'est pas tenu de respecter le délai de préavis visé à l'article 13.

Certificat

Article 16

Les officiers ont droit à un certificat à l'expiration de leurs services.

Rapports des chefs de départements à l'employeur au sujet des officiers

Article 17

Chaque officier a le droit de prendre connaissance des rapports qui ont été adressés à son sujet par le capitaine et le chef de département à l'employeur.

L'employeur est obligé de tenir ces rapports à la disposition des intéressés dans ses bureaux sur simple demande.

H. FRAIS DE VOYAGE ET DE DEPLACEMENT

Article 18

Lorsqu'un officier voyage pour le compte de l'employeur, celui-ci lui fournira les tickets de voyage nécessaires. Des frais de voyage, préalablement admis, seront remboursés par l'employeur, moyennant présentation d'une facture.

Les frais d'ordre administratif pris en charge par l'officier en vue de l'obtention des documents valables, comme un passeport international ou visa, seront également remboursés par l'employeur.

Article 19

L'officier a droit à une indemnité fixe de 50€ à chaque embarquement et débarquement à titre de couverture de ses frais de voyage et de déplacement locaux. Si les frais de voyage et de déplacement locaux excèdent le montant de 50€, la différence sera remboursée par l'employeur, moyennant accord préalable de l'employeur.

I. CLAUSES PARTICULIERES

Article 20

L'armateur mettra les choses suivantes à disposition des officiers tant qu'ils se trouvent à bord du navire :

- suffisamment de nourriture de bonne qualité;
- des installations conformes aux conventions OIT (Organisation internationale du Travail);
- un matelas, des oreillers, des couvre-lits, des draps et des couvertures et au moins 2 serviettes. Les draps, couvre-lits et serviettes seront remplacés par des propres au moins une fois par semaine.
- des ustensiles de table de bonne facture;
- des possibilités de récréations conformément aux conventions OIT pertinentes.

En outre, l'armateur équipera la coquerie d'ustensiles de cuisine et du matériel habituellement utilisé pour cuisiner.

Repas

Article 21

Le ravitaillement en vivres à bord ne peut pas être considéré comme un problème économique et tous les membres de l'équipage sont, en principe, mis sur le même pied pour ce qui concerne les repas.

A bord des navires qui ont des passagers à bord, une exception peut toutefois être prévue à cette règle, pour les officiers qui prennent leurs repas avec les passagers.

Les vivres ne pourront en aucun cas être transportés à terre par les membres de l'équipage, sans autorisation de l'armateur.

Le contrôle des stocks et de la consommation de nourriture est assuré par l'organe de concertation conventionnel comme prévu par la convention collective de travail du 14 décembre 2005 instituant un organe de concertation conventionnel organisation de sécurité et d'hygiène.

Vêtements de travail et de protection

Article 22

Outre les combinaisons et chaussures de travail que l'employeur doit fournir au marin, il doit également mettre à disposition des vêtements de protection efficaces nécessaires aux travaux à effectuer.

Perte d'effets

Article 23

L'indemnité pour perte ou destruction d'effets (bagage personnel) à bord ou pendant le voyage au départ de et vers le navire s'élèvera à un montant maximum de 5 000,00 EUR.

Des objets d'une valeur plus élevée que 250 EUR seront seulement remboursés lorsqu'ils figurent sur une liste préalablement transmise à l'employeur ou au capitaine.

J. REGLEMENT PARTICULIER

Article 24

Le système des deux quarts peut être introduit sur les navires qui ne peuvent pratiquer le système des trois quarts du fait que leur installation technique ne permet pas d'embarquer un nombre d'hommes suffisant.

Cela ne peut se faire qu'après concertation paritaire entre les organisations membres de la Commission paritaire pour la marine marchande.

Article 25

S'il existe des différences entre les versions néerlandaise, française et anglaise, le texte néerlandais aura la priorité sur le texte français et/ou anglais.

Article 26

La CCT du 22 octobre 2015 pour les capitaines et les officiers inscrits sur la liste du Pool, tel que visé à l'article 1er bis, 1° de l'arrêté-loi du 7 février 1945 et occupés par une entreprise belge, enregistrée sous le numéro 130.307 et la CCT du 22 octobre 2015, enregistrée sous le numéro 130.306 Accord cadre fixant les conditions de rémunération des officiers autres que les officiers d'état-major inscrits inscrit au Pool, tel que visé à l'article Ibis, 1° de l'arrêté-loi du 7 février 1945 et employés par une compagnie belge sur une base "d'equal terms", ne restent d'application que pour le 2^{ème} officier, le 3^{ème} mécanicien, l'électricien, le 3^{ème} officier, le 4^{ème} mécanicien, l'aspirant

officier, l'aspirant mécanicien, l'aspirant officier sans STCW et l'aspirant mécanicien sans SCTW, officiers inscrits à la liste du Pool avant le 24 janvier 2018.

Article 27

La présente CCT sera évaluée après 6 et 12 mois par les partenaires sociaux.

Article 28

La présente CCT peut être dénoncée par chacune des parties, moyennant un délai de préavis de 3 mois, notifié par lettre recommandée adressé au président de la commission paritaire pour la marine marchande et à chacune des parties signataires.

Le délai de 3 mois prend cours à partir de la date à laquelle la lettre recommandée est envoyée au président de la commission paritaire.

Article 29

La présente CCT prend cours le jour de sa signature, à savoir le 24 janvier 2018.

Paritair Comité voor de Koopvaardij

Collectieve arbeidsovereenkomst van 24 januari 2018 voor de officieren, andere dan stafofficieren, voor de eerste maal ingeschreven als officier op de Poollijst zoals bedoeld in artikel 1bis, 1° van de Besluitwet van 7 februari 1945 en dit na 23 januari 2018 en tewerkgesteld door een Belgische maatschappij

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op :

- a. De werkgevers van de ondernemingen waarvan de activiteit tot de bevoegdheid van het paritair comité voor de koopvaardij behoort.
- b. Alle officieren, andere dan stafofficieren, zijnde de officieren die een geldig STCW certificaat bezitten en die ingeschreven zijn op de poollijst zoals bedoeld in artikel 1bis, 1° van de Besluitwet van 7 februari 1945 vanaf 24 januari 2018, zijnde 2^e officier, 3^e werktuigkundige, electricien, 3^e officier, 4^e werktuigkundige, aspirant officier, aspirant werktuigkundige, aspirant officier zonder STCW, aspirant werktuigkundige zonder STCW.

Zijn uitgesloten van deze collectieve arbeidsovereenkomst :

- De officieren die reeds ingeschreven zijn op de poollijst voor 24 januari 2018 als officier of als stafofficier.
- De werkgevers en de zeevarenden van de ondernemingen die zeeschepen uitbaten die hoofdzakelijk opereren in de shortsea en die voor die schepen zijn toegetreden tot de collectieve arbeidsovereenkomst van 14 december 2005 aangaande de zeevarenden ingeschreven in de Pool der Zeelieden en die worden tewerkgesteld op shortsea schepen die de Belgische vlag voeren.
- De werkgevers en de zeevarenden van de ondernemingen die sleepboten exploiteren, waarvan de verrichte sleepactiviteit "zeevervoer" is.
- De werkgevers en de zeevarenden van de ondernemingen die commerciële zeeschepen exploiteren die uitsluitend passagiers vervoeren met een maximum van 12 passagiers.
- De werkgevers en de zeevarenden van de ondernemingen die zeeschepen exploiteren waarvan de verrichte activiteiten baggerwerken zijn.

A. DEFINITIES

Artikel 1

In toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt verstaan :

Onder "stafofficier", alle zeevarenden ingeschreven op de poollijst als kapitein, eerste officier, hoofdwerktuigkundige en tweede werktuigkundige.

Onder "officieren", alle zeevarenden zoals vermeld in het toepassingsgebied rubriek b. van onderhavige CAO.

Onder "basisloon", het maandloon, zonder enige vermeerdering, zoals het voorkomt in de hierbij gevoegde loonschalen (kolom 1 van Bijlage I).

Onder "maand", een kalendermaand. Voor de afrekening van de lonen telt elke volle maand 30 dagen en worden de fracties van de maanden berekend à rato van het aantal kalenderdagen.

Onder "maandelijksse bruto bezoldiging vaart", alle per maand in toepassing van onderhavige CAO uitgekeerde lonen en vergoedingen.

Onder "normaal uurloon", 1/169 van het toepasselijk basisloon.

Onder "lange omvaart", de vaart op alle zeeschepen behalve die welke worden gebruikt voor de kustvaart.

B. LOONSVOORWAARDEN

Artikel 2

Per effectief gepresteerde maand hebben de lagere officieren recht op

- a) Het basisloon zoals vermeld in kolom 1 van de hierbij gevoegde loonschalen (Bijlage I)
- b) De lumpsum zee vermeld in kolom van de hierbij gevoegde loonschalen.

De lumpsum zee omvat

- i. Op weekdagen (van maandag tot en met vrijdag) : alle effectief gepresteerde uren die de dagelijkse grens van 8 effectieve uren overschrijden
 - ii. Op zaterdagen : alle effectief gepresteerde uren
 - iii. Veiligheidswachten onbemande machinekamer (UMS) : Indien in een onbemande machinekamer een werktuigkundige wordt aangeduid om in geval van alarm en opgelegde controle, een prestatie te leveren dan is de vergoeding hiervoor opgenomen in de lumpsum zee. De betreffende werktuigkundige moet gekwalificeerd zijn.
- c) Het verlof zijnde 98% van het basisloon. Dit omvat het wettelijk betaald verlof, de gepresteerde uren op zon- en feestdagen, het extra verlof en het conventioneel verlof.

Na 1 kalenderjaar effectieve dienst in dezelfde rang heeft de 2^e officier, 3^e werktuigkundige en de 1^e electricien recht op een anciënniteitsbonus van 250€ bruto per maand effectieve vaart.

Na 2 kalenderjaren effectieve dienst in dezelfde rang heeft de 2^e officier, 3^e werktuigkundige en de 1^e electricien recht op een anciënniteitsbonus van 127€ bruto, dus 377€ bruto in totaal per maand effectieve vaart.

Na 1 kalenderjaar effectieve dienst in dezelfde rang heeft de 3^e officier, 4^e werktuigkundige de aspirant officier en de aspirant werktuigkundige recht op een anciënniteitsbonus van 226€ bruto per maand effectieve vaart.

Na 2 kalenderjaren effectieve dienst in dezelfde rang heeft de 3^e officier, 4^e werktuigkundige de aspirant officier en de aspirant werktuigkundige recht op een anciënniteitsbonus van 113€ bruto, zijnde 339€ bruto in totaal per maand effectieve vaart.

Overmacht :

Er wordt geen bijkomende vergoeding betaald voor arbeid :

- In verband met de veiligheid van het schip, de lading en de ingescheepte personen
- In verband met het verlenen van hulp aan andere in nood zijnde schepen of personen
- In verband met brandweer, sloep- en alle gelijkaardige oefeningen, die door de internationale conventies zijn voorgeschreven
- In verband met de formaliteiten voor tol, quarantaine en medische aangelegenheden
- In verband met het bepalen van het bestek van het schip en alle andere meteorologische observaties
- In verband met het aflossen van de wachten
- In verband met de milieubescherming en de oefeningen hiervoor

C. REISDUUR

reisduur

Artikel 3

1. De officier werkt in een systeem van 4 maanden op, 2 maanden af (of pro rata).
In samenspraak met de reder kan de officier overstappen naar het systeem van equal terms, waarbij evenredige periodes van vaart en verlof gelden.
2. Na 4 ononderbroken maanden aan boord mag de contractuele reisduur door de werkgever of door de officier beëindigd worden in gelijk welke haven met redelijke transportfaciliteiten. In beide gevallen heeft de officier recht op repatriëring op kosten de werkgever met inbegrip van het vervoer van zijn persoonlijke bagage met een maximum van 40 kg. Indien de werkgever of lagere officier de contractuele reisduur krachtens voormelde bepalingen wenst te beëindigen, moet hij de andere partij hiervan ten minste 2 weken voor de aankomst in de eerstvolgende haven, die het schip zal binnenlopen, in kennis stellen.
3. Indien de periode van 4 maanden een einde neemt in een niet-Europese haven en het schip in een Europese haven verwacht wordt, dan mag de werkgever de contractuele reisduur verlengen tot bij aankomst in de Europese haven.
4. Indien het schip voor het verstrijken van de periode van 4 maanden een Europese haven aandoet, en naar een niet-Europese bestemming vertrekt, mag na 3 maanden een einde gesteld worden aan de contractuele reisduur en gelden de bepalingen van paragraaf 2 inzake vooropzeg, kosten van repatriëring en vervoer van bagage.
5. Indien de periode van 4 ononderbroken maanden aan boord op verzoek van de werkgever overschreden wordt, wordt het basisloon vanaf de 5^e maand verhoogd met 10 pct.

verblijf aan de wal in het buitenland

Artikel 4

Wanneer een officier in dienst in het buitenland in opdracht van de werkgever, tijdelijk aan de wal moet blijven, zullen de onkosten daarvan door de werkgever worden gedragen.

D. ARBEIDSVOORWAARDEN

wachtenstelsel

Artikel 5

Op zee wordt het driewachtenstelsel toegepast. Uitzondering wordt enkel gemaakt voor bepaalde vaartuigen van kleine tonnenmaat waarop het speciaal regime voorzien in artikel 24 wordt toegepast.

arbeidsduur

Artikel 6

In toepassing van regel 2.3, norm A2.3 van de Maritieme Arbeidsconventie 2006, aangenomen door de Internationale Arbeidsconferentie van 23 februari 2006 en door België geratificeerd op 10 augustus 2013, wordt bepaald dat het minimum aantal rusttijden niet minder mag bedragen dan 10 uren per periode van 24 uur en 77 uren per periode van 7 dagen.

De rusturen mogen worden verdeeld over niet meer dan twee perioden waarvan er één ten minste een lengte heeft van zes uur, en de intervallen tussen twee opeenvolgende rusttijden mogen niet meer dan veertien uur bedragen.

Verder dient de werkgever gevolg te geven aan artikel 32 van het Koninklijk Besluit van 30 september 2014 tot wijziging van diverse koninklijke besluiten ter uitvoering van het Verdrag betreffende maritieme arbeid 2006 en tot tenuitvoerlegging van de overeenkomst van 19 mei 2008 tussen de Associatie van reders van de Europese Gemeenschap (ECSA) en de Europese Federatie van vervoerwerknemers (ITF) inzake het Verdrag betreffende maritieme arbeid 2006.

Arbeidsduur op weekdays – wachtlopende officieren

- a. Op zee en in de haven, wanneer de wachten doorlopen :
 - Van maandag tot en met vrijdag : 8 uur per dag volgens wachtenstelsel;
 - 's zaterdags : 8 uur volgens wachtenstelsel.

- b. Op dagen van aankomst en vertrek :
 - Van maandag tot en met vrijdag : 8 uur per dag;
 - 's zaterdags : 8 uur.

In de havens waar een andere werkregeling bestaat dan de hierboven vermelde wachtrekening, kunnen de wachturen gewijzigd worden, zonder dat de hierboven vermelde duur mag overschreden worden in een tijdspanne van 12 uur.

Arbeidsduur op weekdays, - dagofficieren

Onder “dagofficieren” wordt verstaan de officieren, die niet ingedeeld zijn in het wachtenstelsel of die gedurende de dag werken en 's nachts vrij zijn.

- a. Op zee en in de haven, wanneer de wachten doorlopen :

- Van maandag tot en met vrijdag : 8 uur per dag te verrichten tussen 6 uur en 18 uur;
 - 's Zaterdags : 8 uur te verrichten tussen 6 uur en 18 uur.
- b. Op dagen van aankomst en vertrek : zonder rekening te houden met de begrenzingsen vermeld onder a.
- Van maandag tot en met vrijdag : 8 uur per dag;
 - 's Zaterdags : 8 uur.

In de havens waar een andere werkregeling bestaat dan de hierboven vermelde wachtregeling, kunnen de wachturen gewijzigd worden, zonder dat de hierboven vermelde duur mag overschreden worden in een tijdspanne van 12 uur.

werkzaamheden op zon- en feestdagen

Artikel 7

Werk op zon- en feestdagen mag slechts opgedragen worden binnen volgende beperkingen en tijdsbegrenzingsen.

1. Wachtlopende officieren

Op zee en in de haven, wanneer de wachten doorlopen, wordt op zondagen gewerkt volgens het wachtenstelsel.

Op de Belgische wettelijke feestdagen mogen slechts de voor het voeren van het schip, de dienst van de opvarenden, de bescherming van het milieu, de veiligheid en de gezondheid noodzakelijke werkzaamheden opgedragen worden.

Dringende werkzaamheden die noodzakelijk zijn voor de normale exploitatie van het schip, ter beoordeling van de kapitein, mogen eveneens opgedragen worden.

De vergoeding voor werk op zon- en feestdagen is opgenomen in de vergoeding voor verlof in artikel 2 c.

2. Dagofficieren

Op zee en in de haven, wanneer de wachten doorlopen kunnen er :

Op zondagen, arbeidsprestaties gevegd worden tussen 6 en 18 uur.

Op Belgische wettelijke feestdagen mogen slechts de voor het voeren van het schip, de dienst van de opvarenden, de bescherming van het milieu, de veiligheid en de gezondheid noodzakelijke werkzaamheden opgedragen worden.

Dringende werkzaamheden die noodzakelijk zijn voor de normale exploitatie van het schip, ter beoordeling van de kapitein, mogen eveneens opgedragen worden.

De vergoeding voor werk op zon- en feestdagen is opgenomen in de vergoeding voor verlof in artikel 2 c.

Personeelsbezetting

Artikel 8

Voor de lange omvaart:

Er zal voldoende personeel aan boord zijn om de wachten zodanig in te richten dat noch de kapitein, noch de hoofdwerktuigkundige regelmatig wacht moeten lopen

E. VAKANTIE

jaarlijkse vakantie

Artikel 9

Indien de officier werkt in het systeem van 4 maanden op, 2 maanden af of pro rata, heeft de officier recht op 15 kalenderdagen vrijaf per maand aan boord. Hierin zijn inbegrepen jaarlijkse vakantie, compensatiedagen, extra vakantie, conventionele vakantie en feestdagen.

Indien er in samenspraak gekozen wordt voor het "equal-terms" systeem (evenredige periodes van vaart en verlof) blijven de lonen zoals vermeld in bijlage I van toepassing.

toepassing van de vakantie

Artikel 10

De vakantiedagen/vrije dagen onderbreken het dienstverband niet.

studieverlof

Artikel 11

Aan de officieren die de voorwaarden vervullen tot deelneming aan een examen of cursus voor het verwerven of vernieuwen van een vaarbevoegdheidsbewijs zal op hun aanvraag, zo spoedig mogelijk, studieverlof zonder loon worden toegestaan, indien de vereisten van de dienst het toelaten.

De verlofaanvraag moet ingediend worden bij de werkgever ten minste 2 maanden vóór de datum van het gevraagde verlof.

De aanvraag, alsmede de toelating, moeten schriftelijk geschieden. De inwilliging van de aanvraag mag niet langer dan één jaar verdaagd worden.

Bij onderbreking van de dienst, uit oorzaak van studie, met toestemming van de werkgever, worden de diensttijden vóór en onmiddellijk na het studieverlof geacht aaneen te sluiten.

F. REPATRIERING

Artikel 12

Behalve bij wederzijdse overeenkomst om de contractuele reisduur te verbreken, hebben de officieren het recht om ten laste van de werkgever gerepatrieerd te worden. Zij moeten de reisweg en de wijze van repatriëring volgen door de werkgever of zijn vertegenwoordiger aangeduid.

De kosten ten laste van de werkgever in geval van repatriëring behelzen :

- De reiskosten tot aankomst in de plaats van aanwerving;
- Kost en inwoning van de officier vanaf het ogenblik dat hij het schip verlaat tot zijn aankomst op de repatriëringsbestemming;
- Het vervoer van zijn persoonlijke bagage met een maximum van 40 kg.
- Medische behandeling, indien noodzakelijk, totdat de gezondheidstoestand van de officier hem toelaat te reizen naar de repatriëringsbestemming.

De officier heeft het recht op zijn loon tot zijn aankomst in de plaats van aanwerving; dit op voorwaarde dat hij de terugreis ondernomen heeft langs de weg en binnen de termijn door de werkgever vastgelegd.

Indien de officier echter ontscheept is op grond van tuchtmaatregelen, verliest hij het recht op zijn loon voor de reisdagen.

Indien de officier recht heeft op zijn loon, dan heeft hij eveneens recht op de vergoeding voor een met die periode overeenstemmend aantal vakantiedagen zoals voorzien in artikel 9.

G. BEEINDIGING VAN HET DIENSTVERBAND

Artikel 13

Na een periode van 12 maanden dienst bij dezelfde werkgever heeft de officier recht op volgende opzegtermijn niettegenstaande het bestaan van opeenvolgende overeenkomsten van bepaalde duur.

- a. De opzeg van het dienstverband door de werkgever zal geschieden met inachtneming van de hierna vermelde termijnen:
 - Alle lagere officieren
 - Na 1 jaar : 2 weken
 - Na 3 jaar : 6 weken,
 - Na 5 jaar : 3 maanden
 - Na 10 jaar : 6 maanden

De werkgever behoudt zich het recht voor de officier in effectieve dienst te houden gedurende 75 pct. van de opzegtermijn. De vakantiedagen/vrije dagen door de officier opgebouwd vóór de aanvang van de opzegperiode kunnen door de werkgever niet als opzegtermijn gebruikt worden.

- b. De opzeg van het dienstverband door de officier zal geschieden met inachtneming van de hierna vermelde termijnen:

Alle lagere officieren

Na 1 jaar: 1 week

Na 3 jaar : 3 weken

Na 5 jaar : 6 weken

Na 10 jaar : 3 maanden

De officier kan zijn vakantiedagen/vrije dagen gebruiken als opzegtermijn. Indien de officier onvoldoende vakantiedagen/vrije dagen heeft voor zijn opzegtermijn kan de werkgever eisen dat de officier voor de resterende opzegtermijn effectieve prestaties uitvoert. In dit geval is de repatriëring ten laste van de werkgever.

Artikel 14

Bij opzeg van het dienstverband, zoals vermeld in artikel 13 a. is de werkgever verplicht de lonen, inclusief vakantiegeld, zoals vermeld in de bijgevoegde loonschalen, te betalen voor het gedeelte van de opzegperiode dat er effectief prestaties verricht worden. Voor het gedeelte van de opzegperiode dat de officier vrijgesteld is van prestaties is de werkgever verplicht de stand by lonen te betalen verhoogd met 17,42 % vakantiegeld.

Artikel 15

Bij ontslag van een officier op grond van een tuchtmaatregel is de werkgever niet gehouden de in artikel 13 gestelde opzegtermijn te eerbiedigen.

getuigschrift

Artikel 16

Officieren hebben, bij beëindiging van het dienstverband, recht op een getuigschrift.

rapporten van departementsoversten aan de werkgever over officieren

Artikel 17

Iedere officier heeft het recht inzage te nemen van de rapporten, die door de kapitein en zijn departementsoverste over hem bij de werkgever werden ingediend.

De werkgever is gehouden deze rapporten op zijn kantoor voor te leggen, op eenvoudige aanvraag van de betrokkene.

H. REIS – EN VERPLAATSINGSKOSTEN

Artikel 18

Wanneer een officier reist voor rekening van de werkgever, zal deze hem de nodige reisbiljetten bezorgen. Voorafgaandelijk aanvaarde kosten zullen, mits voorlegging van een rekening, door de werkgever worden terugbetaald.

Administratieve kosten door de officier gemaakt om geldige reisdocumenten, zoals internationaal paspoort en visum, te verkrijgen, worden eveneens door de werkgever terugbetaald.

Artikel 19

De officier heeft recht op een vaste vergoeding van 50 € bij elke aan- en afmonstering ter dekking van lokale reis- en verplaatsingskosten. Indien de lokale reis- en verplaatsingskosten het bedrag van 50 € overschrijden zal het verschil door de werkgever terugbetaald worden indien dit voorafgaandelijk door de werkgever werd toegezegd.

I. SPECIALE CLAUSULES

Artikel 20

De reder zal het volgende ter beschikking stellen van de officieren zolang ze zich aan boord van het schip bevinden :

- voldoende voedsel van goede kwaliteit
- accommodatie conform de relevante IAO (Internationale Arbeidsorganisatie) conventies.
- een matras, hoofdkussens, overtrekken, lakens en dekens en minstens 2 handdoeken. De lakens, overtrekken en handdoeken zullen minstens één maal per week door zuivere worden vervangen.
- degelijk eetgerei
- recreatiefaciliteiten conform de relevante IAO-conventies

Bovendien zal de reder het kombuis voorzien van keukengerei en materiaal dat gewoonlijk gebruikt wordt om te koken.

maaltijden

Artikel 21

De voedselvoorziening aan boord mag niet als een economisch probleem beschouwd worden en alle leden van de bemanning zijn in principe gelijkgesteld voor wat de maaltijden betreft.

Op schepen die passagiers aan boord hebben, kan hiervoor nochtans uitzondering bestaan voor officieren die samen met de passagiers hun eetmalen gebruiken.

Eetwaren zullen in geen geval, zonder toelating van de reder, door leden van de bemanning aan wal mogen gebracht worden.

De controle op de voedselvoorraden en –verbruik wordt waargenomen door het Conventionele overlegorgaan zoals voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomst van 14 december 2005 tot oprichting van een conventioneel overlegorgaan organisatie voor veiligheid en gezondheid.

werk- en beschermkledij

Artikel 22

Buiten de overalls en werkschoenen die de werkgever de zeevarende moet bezorgen, moet hij bovendien doeltreffende beschermingskledij ter beschikking stellen nodig voor de uit te voeren werkzaamheden.

verlies van plunje

Artikel 23

De vergoeding voor verlies of vernieling van plunje (persoonlijke bagage) aan boord van het schip of gedurende de reis van en naar het schip zal maximum 5.000,00 EUR bedragen.

Voorwerpen met een waarde hoger dan 250,00 EUR worden enkel vergoed indien ze vooraf bij de werkgever of kapitein door middel van een lijst werden aangegeven.

J. BIJZONDERE REGELING

Artikel 24

Het tweewachtenstelsel kan worden ingevoerd op schepen die het driewachtenstelsel niet kunnen toepassen, daar hun technische installatie niet toelaat een voldoende aantal bemanningsleden in te schepen.

Dit kan slechts geschieden na paritair overleg tussen de organisaties die deel uitmaken van het paritair comité voor de koopvaardij.

Artikel 25

In geval van verschillen tussen de Nederlandstalige, Franstalige en Engelstalige uitgave zal de Nederlandstalige tekst primeren op de Franstalige en/of Engelstalige.

Artikel 26

De CAO van 22 oktober 2015 voor kapiteins en officieren ingeschreven op de Poollijst zoals bedoeld in artikel 1 bis, 1° van de Besluitwet van 7 februari 1945 en tewerkgesteld door een Belgische maatschappij met als registratienummer 130.307 evenals de CAO van 22 oktober 2015 met als registratienummer 130.306 zijnde het raamakkoord aangaande de vaststelling van de loonsvoorwaarden voor stafofficieren ingeschreven op de Poollijst zoals bedoeld in artikel 1 bis, 1° van de Belgische maatschappij op een “equal terms” basis blijven enkel geldig voor de 2^e officier, 3^e werktuigkundige, electricien, 3^e officier, 4^e werktuigkundige, aspirant officier, aspirant

werktuigkundige, aspirant officier zonder STCW en aspirant werktuigkundige zonder STCW, officieren ingeschreven op de poollijst voor 24 januari 2018.

Artikel 27

Deze CAO zal na 6 en na 12 maanden geëvalueerd worden door de sociale partners.

Artikel 28

Deze CAO kan door elk van de partijen worden opgezegd met een opzegtermijn van 3 maanden, betekend bij aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de koopvaardij en aan elk van de ondertekende partijen.

De termijn van 3 maanden vangt aan vanaf de datum waarop de aangetekende brief aan de voorzitter van het Paritair Comité is toegestuurd.

Artikel 29

Deze CAO treedt in werking de dag van de ondertekening, zijnde 24 januari 2018.

